

28 janvier 2011

Article pour le journal Unité ouvrière # 24

Québec, France politique de l'Amérique anglo-saxonne **Paradoxe angoisse à droite sur fond d'impuissance à gauche... que l'indépendance peut résoudre**

L'année 2010, suite à l'apparente *sortie de crise* aux profit des banques et à l'échec/abandon de la lutte contre l'effet de serre, a vu la bourgeoisie mondiale décidée à ré-appliquer sans état d'âme ses politiques libre-échangistes. Ne l'ont pas dissuadé les fortes résistances dans certains pays européens provenant surtout des bases syndicales et étudiantes, très souvent contre la volonté de leurs directions condamnées à suivre le mouvement pour le ralentir puis le faire échouer. Mondialement parlant, c'est maintenant le tour des peuples des pays impérialistes, en commençant par les pays les plus périphériques... et le plus financiarisé, la Grande-Bretagne, de subir les affres semblables aux *programmes d'ajustement structurel* jadis imposés aux peuples des pays dépendants par le FMI. De ce côté-ci de l'Atlantique impérialiste, avec son relatif haut taux de syndicalisation et son vigoureux indépendantisme qui ne se dément pas, le peuple québécois s'arc-boute les deux pieds sur les plus re-distributifs services publics et programmes sociaux dans les Amériques contre la tempête néolibérale.

Pour compenser la perte de crédibilité de son idéologie néolibérale, la bourgeoisie des pays impérialistes aura encore plus besoin de la collusion des hautes directions syndicales. Malgré sa série de défaites et de capitulations, le mouvement syndical reste le grand obstacle à un démantèlement à la grecque ou à l'irlandaise des acquis de l'État providence conquis lors des *trente glorieuses*. Étant donné la désyndicalisation parfois massive dans le secteur privé, le noyau dur de la résistance se retrouve dans le secteur public. Le magazine de la bourgeoisie mondiale, *The Economist*, l'a bien compris (« [The public sector unions, The battle ahead](#) », 6/01/11). Cependant, tant au Québec comme ailleurs en Amérique du Nord impérialiste, les directions des syndicats du secteur public (et du secteur privé) se sont consciemment et volontairement réduits à l'impuissance en avalant toutes les couleuvres de l'agenda bourgeois sans que la base syndicale n'arrive à être assez forte pour les forcer à battre en retraite comme cela s'est partiellement produit en France lors de la lutte contre la contre-réforme des retraites.

La brebis galleuse québécoise

Comme en Europe impérialiste où le France est la brebis galleuse de la bourgeoisie à cause de la forte résistance de son prolétariat organisé et de sa jeunesse, le Québec au sein de l'Amérique anglo-saxonne l'est aussi de par ses caractéristiques sociales et nationales même si elles n'ont pas encore permis un décollage de la riposte. Cette conjonction de *retard* néolibéral et de morosité de la lutte sociale explique le très impopulaire dernier budget Libéral qui veut réaliser l'équilibre budgétaire plus vite que les autres :

« "Lorsque l'on regarde autour de nous, des gouvernements aussi conservateurs que celui de Stephen Harper se fixent sept ans pour avoir un équilibre budgétaire, le

gouvernement de l'Ontario l'a fait également, et on comprend mal l'obsession du ministre Bachand de vouloir avoir un équilibre budgétaire immédiatement", a affirmé M. Arsenault. [...] Mais Jean Charest est resté catégorique et a plutôt prétendu l'inverse. "Le retour à l'équilibre budgétaire dans les délais prescrits est un élément important pour maintenir le crédit du Québec. Nous allons y arriver [...] tout le monde mettra l'épaule à la roue, surtout l'État" » (Le Devoir, 10/01/11 selon la Presse canadienne)

Un parti Libéral peinturé dans le coin

Cet entêtement du parti Libéral reviendra le hanter au fur et à mesure que s'approche l'échéance de la présentation du budget 2011-12. Ce facteur se conjugue au rappel continu de la promiscuité incestueuse du parti Libéral avec les milieux d'affaires. Les conclusions de la Commission Bastarache dont la commande était de sauver l'intégrité du système judiciaire, et avec elle la réputation du Premier ministre, étaient connues d'avance et ne convainquent personne. Pour enfoncer le clou, au même moment le président démissionnaire de la FTQ-Construction avoue en clair ce que tout le monde savait. S'y greffe la continuelle mobilisation contre l'exploitation des gaz de schiste, du pétrole du Golfe St-Laurent et de l'uranium de la Côte-Nord et de l'Ungava qui garde au feu ces enjeux illustrant l'incroyable bradage archi-polluant des ressources naturelles du Québec pour le bénéfice d'une poignée de gens d'affaires dont quelques sous-fifres québécois souvent proches des Libéraux. Cette mobilisation, propulsée par un mouvement d'unification des comités locaux, commence même à faire plier les Libéraux.

Pour accomplir ces basses œuvres, le problème pour la bourgeoisie est l'impopularité abyssale des Libéraux et leur incapacité à changer de chef. Trop émasculé par la commission Bastarache, malgré son verdict, le premier ministre risque de s'accrocher faute d'une sortie honorable sans être inquiété par un conseil des ministres trop compromis et trop impopulaire et sans sauveur extérieur connu et crédible. Dans de telles circonstances, la solution bourgeoise dans une démocratie parlementaire est habituellement de miser sur le parti de l'alternance d'autant plus que depuis l'avènement du libre-échange, ces partis socialistes ou sociaux-démocrates ou travaillistes ou national-populistes, et même ex-communistes, ont amplement prouvé leur zèle pour une gouvernance néolibérale.

La loyale opposition péquiste surfe la vague

Le PQ, parti de l'alternance, ne manque pas de surfer la vague du mécontentement populaire qui en résulte. Sur la question budgétaire, cependant, il ne peut que garder un silence retentissant car il est le premier à dénoncer que « *Jean Charest et Raymond Bachand endettent les Québécois à des niveaux records* » et qu'en termes de dépenses publiques « *[l]e bar est ouvert et rien n'indique que le gouvernement entend le fermer...* » (PQ, site web, « [Mise à jour économique : un déficit moindre, une dette plus élevée](#) », 2/12/10). Comme quoi le PQ de Pauline Marois reste dans la lignée de celui de Lucien Bouchard et de Bernard Landry, celle d'un capitalisme néolibéral *made in Quebec*. Pour ceux et celles qui n'auraient pas compris, elle insiste à la veille de la reprise de la session parlementaire : « *Mme Marois a attaqué le gouvernement sur ce qu'elle a qualifié des "trois D": "Dette, déficit et dépenses sur tous les fronts"* ». (Le Devoir, [Le PQ enfourche le cheval de l'économie](#), 28/01/11) Le PQ ne peut que secrètement espérer que les Libéraux fassent la *job de bras* à sa place. Il sait ce qu'il lui en a coûté de le faire au tournant du siècle.

Le PQ peut facilement, par contre, se démarquer des Libéraux sur les questions purement démocratiques ou nationales par des demandes d'enquête public sur l'industrie de la *corruption*, d'un moratoire sur l'exploitation du gaz de schiste, de dénonciation des écoles passerelles et d'application de la loi 101 aux cégeps. Le bon fonctionnement du capitalisme néolibéral requiert vérité des prix, transparence des contrats et règles claires même si, contradictoirement, l'impitoyable loi de la concurrence mène inexorablement aux pots-de-vin, au copinage et aux privilèges, surtout en temps de crise. Les demandes péquistes, appuyées par la surenchère du député de Québec solidaire, font ainsi croire à la possibilité d'un capitalisme moral qui complèterait l'illusion du capitalisme social et vert promu à divers degrés par les deux partis se réclamant du souverainisme/indépendantisme.

Pour compenser la faiblesse sociale de leur allié péquiste mais surtout pour faire oublier la démoralisante défaite du Front commun de l'été 2010, non seulement sans combat mais aussi sans loi spéciale comme en 2005 et avec consentement de la base, les directions des grandes centrales syndicales ont constitué une *Alliance sociale* avec les grandes fédérations étudiantes. Ces fédérations, quant à elles, doivent se faire pardonner leur échec de même mobiliser contre la hausse des frais de scolarité après plusieurs années de gel. L'Alliance sociale

« réclame le report de l'atteinte du déficit zéro en trois ans [...] rejette aussi la hausse des droits de scolarité prévue en 2012 [...] qui demande de plus l'abolition de la nouvelle contribution santé [...] propose des mesures pour renflouer les coffres de l'État, par exemple un impôt minimum pour les entreprises et l'ajout d'un palier d'imposition pour les plus riches. » (Radio-Canada, site web, 9/01/11).

Le spectre référendaire traumatise le patronat...

On peut penser que le retour au pouvoir du PQ, soutenu à Ottawa par le Bloc québécois et par la majorité des bureaucraties syndicales et populaires ne réjouisse pas le patronat québécois. Toutefois, ce dernier a été impressionné par le zèle pro-ALÉNA du PQ dans les années 80 puis par celui néolibéral dans les années 90 – début 2000. Là où cependant le bât blesse est l'ambiguïté indépendantiste du PQ qui pourrait l'entraîner dans un engrenage référendaire pour une troisième fois, malgré la bonne volonté de sa direction cependant contrainte par la base militante indépendantiste.

Le congrès programmatique d'avril 2010 oblige certes la chef à tenir un discours plus souverainiste... qu'elle tâchera d'oublier dans la période pré-électorale jusqu'à ce que les Libéraux retapent sur le clou en période électorale. Pour la fédéraliste bourgeoisie québécoise, traumatisée par l'expérience du référendum de 1995 et de plus en plus intransigente au fur et à mesure de l'affaiblissement du Québec au sein de la Confédération canadienne, l'axe financier-pétrolier Toronto-Calgary se substituant à celui financier-manufacturier Toronto-Montréal, ce risque lui devient inacceptable.

...en faute de solution de rechange

Comme solution de rechange pour la bourgeoisie, il y a bien l'ADQ, carrément à droite et dorénavant tout aussi carrément fédéraliste, qui grâce à son médiatique chef remonte dans les sondages, particulièrement comme parti de la région de Québec. Toutefois, ce parti s'est brûlé comme parti crédible de l'alternance, alors

qu'il était l'opposition officielle de 2003 à 2007, non seulement en renonçant à être à cheval sur la question nationale par un autonomisme à la Duplessis, mais aussi en dévoilant une islamophobie que récuse jusqu'ici la grande majorité de l'électorat québécois malgré certains dérapages à la Hérouxville.

Reste que ce parti protestataire peut servir de masse critique à la construction d'un parti ultra-droitier crédible s'il se trouve des dirigeants reconnus par la bourgeoisie et une idéologie anti-étatisme structurée. D'où les tentatives de l'hésitante Force-Québec de François Legault, ancien homme d'affaire à succès et ancien ministre péquiste de premier plan, et le mouvement populiste Réseau Liberté Québec (RLQ) à qui il reste à prouver sa résilience après sa naissance réussie grâce à la connivence des deux monopoles médiatiques privés du Québec.

Faute d'aboutir à une fusion avec l'ADQ qui pourrait agir comme moyen terme, la bourgeoisie voudrait que ces deux nouvelles forces politiques soient au moins des outils politiques pour faire pression sur le parti de l'alternance et sur le parti au pouvoir. Mais comment concilier fédéralisme dure et souverainisme de droite ? Comment amalgamer une direction imbue de respectabilité bourgeoise avec une base qui cache mal son côté réactionnaire et prête à toutes les dérives racistes et xénophobes comme démontré récemment par certaines attaques vicieuses contre le député de Québec solidaire, d'origine iranienne, autour de la question du boycott des produits israéliens. Sans la menace de se transformer en parti, que l'évolution de la conjoncture peut rendre possible, la pression sur le PQ ne peut contrebalancer celle du clan Parizeau, dont fait dorénavant parti un SPQ-libre trop affaibli pour rester une force autonome au sein du PQ.

Une crédibilité persistante et non contestée des directions syndicales

Les directions syndicales, de connivence avec le gouvernement Libéral et l'opposition péquiste, mais aussi grâce au silence complice de la direction de Québec solidaire, ont réussi à occulter leur défaite face à l'opinion publique et même face à une grande partie de leur propres membres. Il ne sert à rien de faire diversion par une Alliance sociale qui organisera en mars une autre grosse manif sans lendemain contre le budget Libéral. Il faut y être, évidemment... mais en soulevant la nécessité que cette manif soit la porte d'entrée d'un grand mouvement gréviste et de blocages citoyens seul à même de battre la politique réactionnaire des Libéraux provinciaux et des Conservateurs (ou Libéraux) fédéraux. Pour mobiliser à ce niveau les timides revendications de l'Alliance sociale auraient à être bonifiées pour inclure un programme massif de création d'emplois anti-crise pour un réinvestissement dans les services publics et pour financer un tournant écologique radical pour le transport public et la conservation/efficacité énergétique. La capitulation ratifiée du secteur public fait en sorte que la marche est haute... mais tôt ou tard il faudra s'y hisser.

À cet égard, la politique de l'omerta des plus importants médias de gauche — L'Aut'Journal de la gauche nationaliste liée au PQ et Presse-toi-à-gauche de la gauche antilibérale liée à Québec solidaire — sur la résistance à la base, particulièrement à la FSSS, contre la capitulation des directions syndicales a été politiquement criminelle. Telle est la conséquence de leur alliance avec les bureaucraties syndicales et populaires, de droite ou de gauche. Car populariser les résistances à la base, c'est mettre dans l'embarras ces bureaucraties. Vaut mieux pour le meilleur de ces médias de se contenter de critiquer la partie mafieuse *eftéquist*e de cette bureaucratie — comment éviter de ne pas le faire ? — et vanter

les mérites de celle la moins capitularde même si elle n'a jamais envisagé la grève et qu'elle soit restée strictement corporatiste, tablant sur la sympathie de l'opinion envers les infirmières pour arracher des gains supplémentaires.

To be or not to be avec le PQ

La direction de Québec solidaire a fait voter à son dernier Conseil national de juin 2010 « [q]u'un comité de travail, sous la direction du responsable aux élections, réfléchisse à la possibilité de pactes tactiques en vue des prochaines élections... » ce qui a été précisé dans un questionnaire aux circonscriptions — « (Par pacte, nous entendons généralement un échange de circonscription avec [un] parti) ». À la va vite, le congrès de mars 2011, prévu pour adopter l'enjeu deux du programme (économie, écologie et travail) et pour certains changements aux statuts est appelé à trancher le vendredi soir entre deux décisions sur les comtés prioritaires et le financement sans compter l'adoption des procédures et de l'ordre du jour. C'est ce qu'on appelle une petite vite sur une décision stratégique cruciale qui déterminera un système d'alliance s'il y a un partenaire au rendez-vous, le PQ et/ou les Verts.

On aura beau plaider la nécessité technique d'un pacte tactique dans un système uninominal à un tour, un tel arrangement laisse voir une minimale promiscuité programmatique. En France, l'invitation fréquente du Nouveau parti anticapitaliste (et auparavant de la LCR) à voter pour le parti Socialiste au deuxième tour se fait strictement sur la base d'une gauche large, du social-libéralisme à l'anticapitalisme, pour battre la droite néolibérale et réactionnaire. Et c'est parfois suite à de houleux débats. Pourtant, le report de votes lors du deuxième tour d'une élection uninominale à deux tours est purement tactique, les choix stratégiques s'exprimant au premier tour, alors qu'une élection uninominale à un tour pose la question stratégique — la question des alliances — dès le départ.

Un « *pacte tactique* » avec les Verts pourrait certes être marginalement utile quoique leur force toute relative se trouve chez les anglophones et autres fédéralistes *progressistes* — la carrière de l'ancien chef Vert l'a toutefois mené au PQ — sans compter que c'est le capitalisme qu'ils peignent en vert... pâle. Reste que le sacrifice du West Island par Québec solidaire contre celui de Mercier et de Gouin par les Verts au nom d'un indéfini écologisme commun est compatible avec l'électoratisme aussi commun.

Entre Québec solidaire et le PQ il y a l'évident rapprochement souverainiste / indépendantiste et celui plus nébuleux d'un plus grand interventionnisme étatique dans l'économie, pour « *redistribuer la richesse* » chez le premier et pour « *créer de la richesse* » pour l'autre. L'approche *solidaire* n'est pas incompatible avec l'approche *lucide* dans le cadre d'un capitalisme vert, social et moral, nul doute *nouveau capitalisme éclairé* qui serait l'antithèse du « *vieux capitalisme carnassier* » dénoncé par le député de Québec solidaire lors du second spectacle de solidarité avec les lock-outés du Journal de Montréal ([Le Show du cadenas...](#), Le Devoir, 25/01/11).

De plus, la création fort médiatisée du RLQ a suscité un vent de *battre la droite* repris par les directions syndicales dans leur bilan de fin d'année (Le Devoir, « [Carbonneau s'attaquera à "la droite de plus en plus provocante"](#) », 30/12/10), refrain que reprend une gauche radicale qui n'a pas complètement fait son deuil du PQ. On se rappellera que selon une logique similaire l'actuelle présidente-porte-

parole de Québec solidaire, lors de l'élection de 2003, avait appelé dans le cadre de l'organisation « *D'abord solidaires* » à battre une ADQ montante, c'est-à-dire à voter PQ et même Libéral. Il faut toutefois convenir que cette fois-ci, la tragédie est devenue une farce, le RLQ n'étant jusqu'ici qu'un petit groupe de pression outrageusement médiatisé.

Électoralement, cependant, l'affaire est plus corsée car les gains de Québec solidaire se font essentiellement sur le dos du PQ étant donné que le parti de gauche a jusqu'ici été incapable de mobiliser le *parti de l'abstention* qui, au contraire, s'est fortement élargi lors des deux dernières élections. Ajoutons-y l'enjeu du financement statutaire en fonction du nombre de votes reçus. La tentative de rapprochement *tactique* entre les deux partis n'est pas nouvelle. Elle date du temps de l'Union des forces progressistes (UFP). Étant donné la faiblesse électorale du parti de gauche, son offre avait été rejetée quoique l'actuelle chef péquiste, avant de le devenir, avait montré une ouverture en ce sens.

Depuis lors, la très forte concentration du vote Québec solidaire dans le *croissant fertile* du centre sud-est montréalais, et encore davantage sur le Plateau Mont-Royal, lui a valu son unique député malgré un taux de vote populaire en bas de 4% stagnant de l'élection de 2007 à celle de 2008. S'ajoutent les récents bons scores des sondages autour de 10% dans le sillage de l'effondrement de la popularité Libéral quoique la contre performance de l'élection partielle cet automne dans le Bas-St-Laurent, avec un taux entre celui de 2007 et celui de 2008, a jeté une douche d'eau froide.

Et cette élection a démontré la résilience de l'ADQ. Peut-être que pour le PQ brandir les « *trois D* » sur les terres orientales de l'ADQ vaut le sacrifice du comté de Gouin. On se dit au PQ que si on a un jour besoin des votes à l'Assemblée nationale des éventuels députés de Québec solidaire, ils n'auront pas d'autre choix que de s'exécuter de bon ou de mauvais gré.

L'indépendance : un enjeu constitutionnel...

La stratégie de Québec solidaire pour l'indépendance est-elle compatible avec la conclusion d'un pacte électoral avec le PQ ? Comme stratégie indépendantiste, le congrès de novembre 2009 a décidé qu' :

« [a]fin de permettre au peuple québécois d'exercer sa souveraineté populaire, Québec solidaire s'engage à enclencher, dès son arrivée au pouvoir, une démarche d'assemblée constituante [...] élue au suffrage universel et [...] composée d'un nombre égal de femmes et d'hommes [...] qui] aura la responsabilité et les moyens de mener un vaste processus de démocratie participative [...] dans laquelle] Québec solidaire défendra [son option sur la question nationale québécoise] et mettra de l'avant ses valeurs écologistes, égalitaires, féministes, démocratiques, pluralistes et pacifistes [mais sans présumer] de l'issue des débats. [...] et dont] [l]es propositions [...] seront soumises au choix de la population par référendum. »

Cette stratégie strictement constitutionnelle, sans aucun lien avec la lutte sociale sauf un vague lien avec les « *valeurs* » qu'adorent discuter les partisans du conservatisme moral, est tout à fait récupérable par le PQ qui s'en tient au même terrain constitutionnel.

Il est vrai que formellement la stratégie péquiste « *de réaliser la souveraineté du*

Québec à la suite d'une consultation de la population par référendum tenu au moment jugé approprié... » (Proposition principale pour le congrès d'avril 2011) est plus propice aux manœuvres politiciennes, au grand dam du clan Parizeau qui aigüise ses amendements, sans doute en vain. Toutefois, elle est plus claire dans sa simplicité que la démarche non seulement ultra-étapiste de Québec solidaire mais aussi pleine de voies d'évitement par l'utilisation de la chausse-trape de la « *souveraineté populaire* ». Sans compter que cette démarche, tout comme celle du PQ, pose l'insoluble question de la bonne gouvernance fédéraliste une fois élu en attendant le grand jour, question autrement plus dramatique pour un parti de gauche face à un ennemi fédéraliste bien campé à droite qui aura recours à tous les moyens, démocratiques ou non, pour contrer l'indépendance.

Est-ce la raison pour laquelle, fort peu démocratiquement, l'ensemble des résolutions programmatiques de ce congrès n'ont jamais été rendues publiques ? Ou est-ce parce que la direction nationale est mal à l'aise avec le contenu de certaines résolutions, telle celle sur le voile islamique qui lui valu une volée publique de bois vert de membres démissionnaires et non démissionnaires, ou tout simplement qu'elle trouve indigeste la tournure académique et soporifique, fort peu mobilisatrice, de la partie concernant la question nationale québécoise ? Ou est-ce comme le parti de Gauche français qui « *avait affiché dès sa création son ambition de forger un programme solide, deux ans plus tard, il n'en est rien [...] laissant au président du parti la latitude de forger ses discours.* » ([Le Monde](#), 18/01/11, par ESSF).

La crainte d'un rapprochement avec le PQ n'est en tout cas pas en jeu. Pour faire connaître sa stratégie, le congrès de novembre 2009 a décidé que « *Québec solidaire fera connaître largement le projet d'Assemblée constituante par une vaste campagne d'éducation populaire.* » Au Conseil national de juin 2010, il fut précisé « *[q]u'une campagne d'éducation populaire soit lancée en 2011 sur notre projet de pays et l'Assemblée constituante...* ». Est-ce là un clin d'œil au PQ où la circonscription de « *Laurier-Dorion réclame la convocation d'une assemblée constituante qui rédigerait la Constitution d'un Québec indépendant avant même la tenue d'un référendum.* » (Michel David, [Un air de déjà vu](#), *Le Devoir*, 21/12/10) comme quoi les deux démarches sont réconciliables car elles se tiennent toutes deux sur le même terrain constitutionnel.

...ou un enjeu social ?

La pertinence de mettre l'indépendance au cœur de toute stratégie anticapitaliste n'est pas à mettre en doute. D'abord, elle demeure l'espoir libérateur du peuple québécois dans cette *grande noirceur* de régression néolibérale :

« Selon Crop, l'appui à la souveraineté a même augmenté entre l'automne 2004 et décembre 2010, passant de 38 % à 40 %, avec un creux de 32 % en juin 2007. Il est à noter que la question posée était plus "dure" — ou "claire" — que celle de 1995, qui portait sur une souveraineté assortie d'un partenariat avec le reste du Canada: "Si un référendum avait lieu aujourd'hui vous demandant si vous voulez que le Québec devienne un pays indépendant, seriez-vous tenté de voter oui ou de voter non?" »
(Michel David, [Les eaux dormantes](#), *Le Devoir*, 15/01/11)

À cause de cet entêtement populaire, le Québec demeure la bête noire de la bourgeoisie canadienne malgré tous ses incantations pour se faire accroire que le Québec est devenu si économiquement et électoralement marginal qu'il ne compte plus. Cela commence peut-être à être vrai en termes démographiques, donc

électoraux. Quand cependant le peuple québécois se mettra à se soulever à la tunisienne comme il le fit d'une façon rampante dans la glorieuse décennie 1966-1976, s'appropriant la dite *révolution tranquille* de la bourgeoisie avant que la petite bourgeoisie péquiste ne le dompte par l'électoratisme, le patronat, encore une fois, devra descendre des nues pour défendre sa peau.

Souvenons-nous qu'en ces temps bénis, la lutte pour l'indépendance était indissociablement liée à un projet de société égalitaire si ce n'est spontanément et confusément anticapitaliste à la manière du manifeste du FLQ lu à la télévision nationale en octobre 1970. Même le jeune PQ devait en tenir compte avec son hypocrite « *préjugé favorable aux travailleurs* ». L'aspect constitutionnel et démocratique était loin derrière avant que l'indicateur de la GRC Claude Morin, avec la connivence du chef historique du PQ, ne l'amène à l'avant-scène avec sa stratégie étapistique que la direction de Québec solidaire a transformé en super-étapisme engoncé dans l'électoratisme. Oui, il faut une campagne pour l'indépendance puisque c'est là le maillon faible du capitalisme néolibéral en Amérique du Nord impérialiste... mais une campagne enracinée dans les enjeux sociaux qui susciteront l'enjeu constitutionnel-démocratique à la manière de la rue.

Un analyste du soulèvement tunisien en tire les premières leçons suivantes :

« La question sociale (revendications socioéconomiques des masses déshéritées) joue un rôle essentiel dans la survenue des révolutions. Elle en constitue le ressort principal. C'est ce que ne peuvent ni ne veulent saisir les démocrates libéraux qui ont une tendance inexorable à minimiser l'impact de la question sociale, voire à la rendre invisible. Ils tentent ainsi de marginaliser les revendications sociales afin d'orienter le mouvement vers un objectif "purement politique" qui est, en réalité, leur accession/association au pouvoir. [...] Souvent issue de révoltes sociales, les révolutions démocratiques contestent alors le régime politique en place, parce qu'il est responsable de la misère et qu'il les réprime. [...] C'est pourquoi il convient de qualifier ces révolutions de "révolutions démocratiques et sociales" ».
(Hocine Belalloufi, [Leçons tunisiennes](#), ESSF, 21/01/11)

Une fois seulement le mouvement lancé et ayant révélé tout son potentiel révolutionnaire, pourra-t-on clamer « *D'abord la liberté et la démocratie, ensuite du travail* » (Alma Allende, « [Chroniques : du cinquième au douzième jour du peuple tunisien](#) », ESSF, 25/01/11). Autrement, c'est mettre la charrue avant les bœufs et jouer le jeu du PQ. L'indépendance comme débouché de la lutte sociale est la médiation joignant la question économique / sociale à celle démocratique / nationale.

L'indépendance pour exproprier les banques

D'expliquer un dirigeant de la Quatrième Internationale à propos de l'Europe : le capitalisme est enfoncé dans

« ...une crise systémique parce que le régime d'accumulation financière développé depuis plus une bonne trentaine d'années est à bout de souffle, et une crise systémique parce que le capitalisme mondial rencontre une limite liée à la finitude de la planète et des ressources naturelles [...] ...on ne peut se contenter de politiques de relance par la demande et par plus de régulation dans le système financier, il faut une réorganisation radicale de l'économie tournée vers les besoins sociaux, une reconversion écologique de l'industrie et de l'agriculture, des services publics non marchands de qualité, bref il faut une rupture avec la logique capitaliste, la propriété privée du capital et le système actuel de distribution des richesses.

« Ce plan peut être financé en s'attaquant aux profits bancaires, financiers et à ceux des grands groupes capitalistes. Ce programme doit s'accompagner de la "collectivisation-socialisation" de tout le système bancaire à l'échelle européenne sous le contrôle des usagers. Ce qui veut dire au travers de la nationalisation ou socialisation publique du secteur bancaire, poser la question de l'incursion dans la propriété du capital. »

(François Sabado, [Notes sur la situation internationale](#), ESSF, 21 janvier 2011)

En serait-il autrement pour le Québec ? La lutte non pas tant contre le budget Libéral, dont se contente l'Alliance sociale, que pour un budget alternatif de création massive d'emplois écologiques exige une réforme fiscale radicale. Cela est d'autant plus vrai si on y ajoute l'embryonnaire et dispersé mouvement pour le transport public que tente d'unifier et de généraliser, du moins à Montréal, la renaissance protestation contre la reconstruction de l'échangeur Turcot. Dans un tel contexte, laisser la politique monétaire aux mains de la Banque du Canada dans l'intérêt de la finance de Bay Street et des sables bitumineux albertains préparerait un gigantesque coup de la Brink qui tarirait les investissements au Québec.

Plus généralement, un tournant vers le *plein emploi écologique* nécessiterait le contrôle par le peuple québécois des flux d'épargne et d'investissements tant intérieurs, entre secteurs et régions, qu'extérieurs. Faut-il le dire ? L'indépendance en devient incontournable pour détenir le pouvoir d'exproprier les banques et les autres institutions financières et instaurer une Banque populaire du Québec démocratiquement contrôlée. Ajoutons le tournant rente pétrolière-minière de l'économie canadienne marginalisant son côté profit manufacturier qui fait le lit de politiques environnementales et sociales particulièrement droitières. Comme ce tournant est structurel, il ne changerait pas avec l'avènement éventuel d'un gouvernement Libéral à Ottawa. L'indépendance en devient alors encore plus indispensable pour éviter l'*albertisation* du Québec à coups de gaz de schiste et de pétrole gaspésien.

Est-ce là manquer de *réalisme* ? À l'heure de la reprise de l'offensive néolibérale, il faut même un rapport de forces gigantesque pour tout simplement ne pas reculer. Ce rapport de forces ne peut être construit que si existe l'espoir d'une solution alternative. C'est là le rôle spécifique d'un parti de gauche. En plus de contribuer à l'unification du mouvement social, en fait pour bâtir cette unité, Québec solidaire se doit de propager une alternative pour « dépasser le capitalisme » — n'aurait-il pas fallu dire l'affronter pour le vaincre — comme l'affirme son *Manifeste du premier mai*. Cette alternative, à moins de s'en tenir au terrain vaporeux de l'idéologie ou à celui des slogans creux, ne peut qu'être politique. Il ne s'agit pas pour autant de se couper des luttes sociales réellement existantes, ce qui serait prêcher dans le désert.

Une campagne politique pour *l'indépendance pour exproprier les banques* suppose qu'elle s'enracine dans celle, actuellement tronquée, de l'Alliance sociale, et éventuellement dans une campagne pour le transport public. Cette perspective anticapitaliste serait génératrice d'espoir et par là de mobilisation. Rien à voir avec la dernière campagne politique dite *couragepolitique.org* de Québec solidaire qui se contentait d'à peu près des mêmes revendications que l'Alliance mais seulement pour combler rapidement le déficit dans le respect de l'équilibre budgétaire hâtif des Libéraux ! Par omission, cette campagne, qui se voulait pré-budgétaire, laissait tomber tout programme de création d'emplois et toute bonification des services publics et des programmes sociaux.

Évidemment, sortir la revendication de l'indépendance du champ étroit et abstrait de l'Assemblée constituante, l'élargir au-delà des enjeux de la langue et de la culture, si cruciaux soient-ils, vouloir l'enfoncer dans les enjeux sociaux en lui donnant toute sa portée économique, c'est rompre définitivement avec le PQ, s'interdire tout compromettant « *pacte tactique* » avec lui. Avec le PQ, on peut au besoin « marcher séparément et frapper ensemble », comme lors du référendum de 1995. Mais une alliance électorale, quelque soit sa forme, n'a rien de tactique. Elle est une proposition à l'électorat d'une alliance stratégique d'un gouvernement souverainiste et interventionniste contre la droite (*carnassière*) derrière laquelle se cache la droite (présentable)... et la soumission de la gauche à sa direction politique. Alors que ce qu'il faut est une alliance politico-sociale de la gauche, dans la rue et dans les urnes, contre toute la droite pour un Québec écosocialiste et indépendant.

Marc Bonhomme, 28 janvier 2011

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com